



Arrêt

n° 61 278 du 11 mai 2011
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT DE LA I^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 février 2011 par X, qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 janvier 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 avril 2011 convoquant les parties à l'audience du 29 avril 2011.

Entendu, en son rapport, S. BODART, président.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. GHYMERS, avocate, et A.-M. MBUNGANI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Vous vous êtes déclarée de nationalité rwandaise, d'ethnie inconnue. Agée de 17 ans et demi, vous avez poursuivi votre scolarité jusqu'en 5^e année secondaire dans votre pays d'origine.

En 1994, vos parents sont assassinés par le Front Patriotique Rwandais (FPR). Vous êtes recueillie par des voisins de votre tante, avant d'être prise en charge par cette dernière.

En 2007, vous découvrez que votre tante n'est pas votre mère et vous insistez pour qu'elle vous révèle la vérité. Par souci de protection, elle vous demande de ne pas révéler votre histoire à votre entourage.

En février 2010, après avoir entendu le discours de Madame Victoire Ingabire demandant à ce que la mémoire des victimes hutues soit également commémorée, vous prenez conscience de votre propre histoire. Dans un cyber café, vous révélez la mort de vos parents à une amie, soulignant qu'ils ont été assassinés par le FPR. Un homme accoudé au bar intercepte la conversation et vous demande de retirer vos dires au risque d'être poursuivie. Après qu'il ait nié l'implication du FPR dans des assassinats, vous vous révoltez et quittez le bar fâchée. Avant d'arriver à votre domicile, vous êtes arrêtée par trois hommes en civil qui, après vous avoir asséné un coup, vous emmène, inconsciente dans un lieu inconnu. Sur place, vous êtes interrogée sur l'auteur de la mort de vos parents. Paniquée, vous dites qu'ils sont morts de la main des interahamwés mais vos agresseurs ne vous croient pas. Vous êtes battue. Au bout de nombreuses heures, vous êtes ramenée près de chez vous. Vos documents d'identité ayant été confisqués, vos ravisseurs vous disent qu'ils pourront revenir si vous avez menti.

Après avoir raconté ces événements à votre tante, elle vous explique que vous n'aurez plus jamais la paix. C'est dans ce contexte qu'elle vous emmène chez l'une de ses amies de Kicukiro, amie chez qui vous résidez durant 6 semaines avant de voyager pour le Belgique. Arrivée sur territoire belge, vous introduisez une demande d'asile en date du 3 mai 2010.

A l'appui de votre demande, vous déposez les copies de votre acte de naissance, de votre carte d'élève, de deux bulletins scolaires ainsi que des articles d'Internet.

B. Motivation

Force est de constater que vous n'avez pas fourni d'indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux qui prouvent le risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

Premièrement, il convient de relever que nous ne disposons d'aucune information en ce qui concerne vos agents de persécution.

En effet, lors de votre audition au Commissariat général (p. 4-5), vous déclarez avoir confié à votre amie, dans un cyber café, que vos parents avaient été assassinés par le FPR. Vous dites qu'un homme assis au bar s'est alors approché de vous et vous a demandé de retirer vos affirmations tout en affirmant que le FPR n'avait jamais été impliqué dans des massacres. Vous expliquez être sortie du bar fâchée et, sur le chemin de retour à votre domicile, avoir été arrêtée, battue, séquestrée et interrogée par deux hommes qui avaient un chauffeur. A la question de savoir si l'homme qui descend du véhicule pour vous arrêter est celui du cyber café, vous répondez par la négative (p. 12). Et lorsqu'il vous est demandé si parmi les trois hommes de la voiture figure la personne qui vous a interpellée dans le cyber café, vous répondez négativement tout en précisant ne pas bien avoir vu le chauffeur (p. 12). D'autre part, interrogée sur l'homme du cyber café ainsi que sur vos ravisseurs, vous dites ne pas connaître leur identité et ne rien savoir à leur sujet (p. 12). Vous précisez ne pas pouvoir affirmer s'il s'agit de civils, de militaires ou de personnes agissant au nom des autorités rwandaises (p. 13).

De cela, il ressort que nous ne disposons d'aucune information permettant d'établir si vos agents de persécution sont ou non des agents étatiques, s'ils agissent ou non pour le compte des autorités rwandaises ou en leur nom propre.

Deuxièmement, il convient également de souligner que nous ne disposons pas d'informations sur les motifs de persécution de vos agresseurs.

Ainsi, vous expliquez que suite aux confidences que vous aviez faites à votre amie sur l'assassinat de vos parents par le FPR, un homme a surgi près de vous et vous a accusé de tenir des propos mensongers, défendant le FPR de toute implication dans des crimes. Vous dites avoir ensuite été emmenée dans un lieu où vous avez été interrogée sur l'assassinat de vos parents. Vous précisez avoir dit qu'ils avaient été assassinés par les interahamwés et ajoutez que vos bourreaux vous ont alors accusée à plusieurs reprises de mentir et vous ont sommée de dire la vérité sous peine d'être torturée. Vous terminez en disant avoir été libérée avec toutefois la menace que ces hommes reviendraient s'ils

constataient que vous aviez menti (p. 5 et p. 13). De cela, il ressort que d'une part vous avez été arrêtée pour avoir imputé au FPR l'assassinat de vos parents et d'autre part avoir été traitée de menteuse, avoir été battue puis menacée pour avoir dit que vos parents avaient été tués de la main des interahamwés.

A la clôture de l'audition, nous ne disposons donc d'aucune information permettant de comprendre les motifs réels de vos persécutions.

Troisièmement, il convient encore de relever qu'à l'issue de la procédure, nous ne disposons d'aucun d'indice laissant croire que vous seriez recherchée de vos autorités nationales.

Ainsi, lors de votre audition au Commissariat général (p. 5), vous expliquez avoir dit à votre tante que vos documents d'identité vous avaient été confisqués et que de ce fait, vos agresseurs pouvaient venir vous rechercher à tout moment. Vous précisez plus tard que ces personnes connaissaient votre adresse et pouvaient venir vous rechercher car ils avaient pris votre sac contenant votre carte d'électeur et les documents qu'on vous avait remis lors du recensement (p. 13).

Notons tout d'abord que vos déclarations selon lesquelles vous possédez une carte d'électeur sont en contradiction avec les informations en notre possession selon lesquelles une personne ne se voit délivrer une carte d'électeur qu'après s'être faite inscrire sur une liste électorale. Or, ne peut se faire inscrire sur une liste électorale que les citoyens âgés de 18 ans au minimum le jour du scrutin (voir copie versée au dossier). Or, de vos déclarations, il appert que vous ne remplissez aucune de ces conditions puisque vous étiez âgée de 15 ans lors des élections législatives de 2008 et de 17 ans lors des élections présidentielles du 9 août 2010. De plus, ces informations stipulent également que l'inscription sur une liste électorale ne peut se faire que sur présentation de la carte d'identité, carte que vous dites ne pas posséder (commissariat général, p. 14). Notons pour le surplus que ces dernières informations contredisent également vos déclarations selon lesquelles vous avez une carte d'électeur car celle-ci est nécessaire à l'obtention de la carte d'identité (p. 14). De cela, il ressort qu'il est impossible d'accorder crédit à vos déclarations selon lesquelles vos ravisseurs détiendraient vos documents d'identité (carte d'électeur) et qu'ils seraient de ce fait capables de vous retrouver facilement.

Relevons ensuite que depuis votre arrivée en Belgique, vous avez entretenu des contacts téléphoniques avec votre tante, ainsi que des contacts par courriers électroniques avec vos amies et le préfet de votre école et qu'à aucune reprise l'un de ceux-ci ne vous a fait part du fait que des personnes étaient venues à votre recherche à votre domicile ou dans votre établissement scolaire (p. 15). Par conséquent, nous ne disposons d'aucun indice laissant croire que vous soyez recherchée.

Soulignons enfin que le fait qu'un acte de naissance ait été rédigé à votre nom en date du 9 juillet 2010 sur base d'un jugement supplétif d'acte de naissance délivré en date du 28 juin 2010 et que ce document ait été délivré après votre fuite du pays à votre tante qui vous hébergeait depuis votre plus jeune âge empêche de croire en vos allégations selon lesquelles vous seriez recherchée de vos autorités nationales (Commissariat général, p. 8-9). En effet, la délivrance de ce document confirme cette incompatibilité avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte de persécution émanant de vos autorités nationales au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général estime que bien que vous soyez mineure, ce dont il a été tenu compte tout au long de votre procédure d'asile, vous n'êtes pas parvenue à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Les copies de votre acte de naissance, de votre carte scolaire et de vos bulletins scolaires tendent à prouver votre identité et votre nationalité. Toutefois, ils ne font nullement état des persécutions dont vous faites état et ne sauraient de ce fait inverser l'analyse précitée. Il en va de même des articles de presse que vous déposez à l'appui de votre demande dès lors que ceux-ci ne prouvent en rien de vos craintes personnelles.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique. »

2 La requête

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle développe un moyen unique pris de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur d'appréciation, du principe général de prudence et de bonne administration, ainsi que celui selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause. Enfin, elle invoque la violation de l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

2.3. Dans sa requête, elle produit plusieurs nouveaux documents, à savoir une attestation de naissance, une attestation d'identité et une attestation de renseignement attestant de la remise d'une carte d'électeur à la requérante, émises toutes trois le 10 février 2011, ainsi qu'une attestation de psychologue. Elle dépose également une série de documents portant sur la situation au Rwanda en période d'élections, dont un article d'un membre d'EURAC, et un extrait d'un rapport d'Amnesty « *les conséquences effrayantes des lois rwandaises sur l'idéologie du génocide et le sectarisme* ». Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, elles sont valablement déposées dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elles étayaient le moyen, le Conseil en tient compte.

2.4. Dans le dispositif de sa requête, la partie requérante demande de réformer la décision entreprise et de lui reconnaître la qualité de réfugié.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

3.1. La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la requérante et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire en raison de l'absence de crédibilité de son récit. Elle relève à cet effet un manque d'information en ce qui concerne les agents de persécution ainsi que les motifs de persécution. Elle ajoute qu'aucun élément ne prouve que la requérante serait recherchée par ses autorités nationales. Elle lui reproche encore des contradictions entre ses déclarations et les documents déposés à l'appui de sa demande d'asile. Ainsi, elle estime qu'il est improbable que la requérante ait pu disposer d'une carte d'électeur en raison de sa minorité et qu'elle ait pu se voir délivrer un acte de naissance par ses autorités alors qu'elle se prétend recherchée par celles-ci. Enfin, elle considère que les documents déposés à l'appui de sa demande d'asile ne suffisent pas à eux seuls à rétablir la crédibilité du récit.

3.2. La partie requérante avance différents arguments concernant les contradictions relevées entre ses déclarations et les documents déposés à l'appui de sa demande. Elle considère ainsi que le malentendu relatif à sa carte d'électeur s'explique par la décision des autorités de délivrer les cartes d'électeurs à tous les étudiants approchant de la majorité, en vue du recensement de population organisé pour les élections. Elle dépose, à cet égard, l'attestation de remise de sa carte d'électeur par ses autorités. Elle souligne encore le fait qu'une crainte de persécution ne doit pas d'office être couplée à des recherches à son encontre, le principal étant que cette crainte est actuelle. Enfin, elle estime que c'est à tort que la partie défenderesse considère qu'il existe un manque d'information au sujet des agents et motifs de persécution, que ceux-ci sont en effet évidents au vu de son récit. La partie défenderesse a donc fait un mauvais examen de la situation au Rwanda et du climat préélectoral d'août 2010.

3.3. Il convient de relever en premier lieu le jeune âge de la requérante, qui est toujours mineure d'âge. Dans le cas de mineurs d'âge, il y a lieu de tenir une attitude prudente, étant donné que l'examen de la demande d'un « mineur [qui] n'a pas atteint un degré de maturité suffisant pour que l'on puisse établir le bien-fondé de ses craintes de la même façon que chez un adulte » impose « d'accorder plus d'importance à certains facteurs objectifs » (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, HCR, Genève, 1979, p.55, § 217). Les difficultés particulières soulevées par l'examen d'une demande introduite par un enfant mineur peuvent dès lors amener, « sur la base des circonstances connues » « à accorder largement le bénéfice du doute » (op .cit., p.56, §219).

3.4. Devant le Conseil, la partie requérante établit par la production d'une « attestation de remise de la carte d'électeur » qu'elle a bien été mise en possession de ce document. Ce constat suffit à rencontrer le motif principal qui amenait la partie défenderesse à estimer le récit de la requérante non crédible. Pour le surplus, la partie requérante fait valoir avec pertinence que les autres motifs de l'acte attaqué ne résistent pas à l'analyse, le rapport d'audition de la requérante permettant aisément de comprendre, d'une part, que ses persécuteurs étaient liés au parti actuellement au pouvoir et, d'autre part, que le mobile des menaces se rattachait aux propos qu'elle avait tenus en public pour imputer la mort de ses parents à ce même parti.

3.5. Pour sa part, le Conseil estime, à la différence de la partie défenderesse, que le récit que fait la requérante des événements l'ayant amenée à quitter son pays et à en rester éloignée tel qu'il ressort des rapports d'audition versés au dossier administratif, est précis, circonstancié et émaillé de détails spontanés qui autorisent à considérer qu'ils correspondent à des événements qu'elle a réellement vécus.

3.6. En conclusion, au vu du jeune âge de la requérante, de son état psychologique fragile et du contexte particulier des élections d'août 2010, il convient de faire bénéficier le doute à la partie requérante. La crainte de celle-ci s'analyse comme une crainte d'être persécutée du fait des opinions politiques qui lui sont imputées par les autorités rwandaises.

3.7. En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze mai deux mille onze par :

M. S. BODART,

président,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

S. BODART